

ABIONYX PHARMA

Société anonyme

33-43 Avenue Georges Pompidou

31130 BALMA

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission de bons de souscription d'actions (« BSA »), bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes (« BSAANE ») et/ou des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes remboursables (« BSAAR ») avec suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale mixte - du 26 juin 2025 - résolution n°19

KPMG SA
4 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

ABIONYX PHARMA

Société anonyme
33-43 Avenue Georges Pompidou
31130 BALMA

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission de bons de souscription d'actions (« BSA »), bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes (« BSAANE ») et/ou des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes remboursables (« BSAAR ») avec suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale mixte - du 26 juin 2025 - résolution n°19

À l'assemblée générale de la société,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'Administration de la compétence de décider une émission avec suppression du droit préférentiel de souscription de bons de souscription d'actions (« BSA »), bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes (« BSAANE ») et/ou des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes remboursables (« BSAAR »), réservée aux membres du Conseil d'Administration de la Société en fonction à la date d'attribution des « BSA » n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales, aux personnes physiques ou morales liées par un contrat de services ou de consultant à la Société ou de l'une de ses filiales, et aux membres de tout comité existant ou que le Conseil viendrait à mettre en place, n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées ne pourra excéder 3 % du capital social existant au jour de l'attribution.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 18 mois la compétence pour décider une émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'Administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'Administration.

Labège et Le Bouscat, le 5 juin 2025

Les commissaires aux comptes

KPMG SA



Pierre SUBREVILLE

Deloitte & Associés

Stéphane LEMANISSIER